

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de la politique étrangère de la France, à Paris le 17 janvier 2014.

Mesdames, Messieurs les ministres,  
Mesdames, Messieurs les parlementaires,  
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,  
Monsieur le Nonce,

Je vous remercie pour les paroles de paix, de sagesse que vous venez de prononcer et pour les vœux que vous m'avez adressés et, au-delà de moi-même, au peuple français. J'aurai l'occasion de rencontrer, dans peu de jours, le Pape François et je lui témoignerai, là-aussi, la volonté de la France de travailler avec Sa Sainteté.

Aujourd'hui, ce sont les vœux, moment où l'on adresse le meilleur et on essaye d'oublier le pire. Mais le pire existe et c'est pour le conjurer ou le combattre que nous devons utiliser les moyens de la diplomatie et du droit. Et quand ils ne peuvent plus suffire, d'agir au nom de la Communauté internationale.

Notre monde en ce moment est incertain, instable, imprévisible. Mais a-t-il été, dans ces dernières années, différent ? Il était sans doute organisé sur un système : longtemps par la Guerre froide, puis sur ce que l'on avait pu appeler « un monde unipolaire ». Le ministre des Affaires étrangères, qui est toujours ingénieux dans les formules, a parlé de monde zéro pôle ! Mais qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que nous sommes devant nos responsabilités tous les pays et notamment ceux qui, par leur statut, par leur histoire, mais aussi par leur économie ou leur population, ont vocation à peser sur le destin du monde.

La France n'est pas une Nation qui commente l'état de la planète. Il lui revient par sa place, par son statut de membre permanent du Conseil de sécurité, de prendre sur chaque grand sujet ses responsabilités.

Mais elle ne peut le faire qu'en fonction de principes qu'elle pose et que je veux ici, rappeler devant vous. Ces principes de notre politique étrangère sont menés à bien par le ministre Laurent FABRIS et les ministres délégués et je veux ici les en remercier.

Le premier principe, c'est la paix, c'est l'attitude constante de la France. C'est à chaque fois la solution que nous cherchons dans le dialogue, par la négociation. Et quand il n'est plus possible d'y parvenir, je le rappelais, alors nous agissons, toujours dans le cadre d'un mandat international, celui des Nations Unies.

C'est ce que nous avons fait au Mali vous l'avez rappelé, Monsieur Le Nonce à l'appel d'un pays ami et, contrairement à ce qui a été dit, la France n'a jamais été seule. D'abord parce qu'elle était avec nos amis maliens et ensuite parce qu'elle était accompagnée, ou plus exactement parce qu'elle soutenait des forces africaines qui s'étaient également mobilisées et enfin, parce qu'elle avait reçu, dès le départ, le soutien des pays européens et des Etats-Unis. C'était il y a un an que cette décision fut prise.

Et le résultat, il est là et il doit démontrer à la communauté internationale que nous pouvons agir et réussir. En un an, les extrémistes djihadistes ont été battus. Ils n'ont pas tous disparu, mais ils ont été refoulés, repoussés. L'intégrité du territoire malien a été rétablie, des élections libres, transparentes, ont été organisées. L'Etat malien, avec son nouveau Président, Monsieur KEÏTA, se reconstitue.

Et dans le même temps, la communauté internationale apporte une aide importante. Je remercie

et dans le même temps, la communauté internationale apporte une aide importante. Je remercie, ici, tous les donateurs : 3 milliards d'euros ont été ainsi rassemblés £ 800 millions sont déjà mis à la disposition du peuple malien.

Il conviendra que le dialogue se poursuive pour que la réconciliation puisse être enfin facteur de paix. La France, et je m'y étais là aussi engagé, se retirera et s'est déjà retirée. Il ne restera plus que 1000 soldats au printemps prochain au Mali, dans le cadre d'un accord de défense qui sera prochainement signé.

Nous pensions en avoir terminé, et voilà qu'en Centrafrique, une catastrophe de grande ampleur pouvait être redoutée. Déjà des exactions, des violences, dont souvent les femmes étaient les premières victimes, laissent penser qu'il pouvait y avoir un risque génocidaire. J'avais à l'esprit forcément, ce qui s'était produit au Rwanda.

Qu'aurait-on dit de la France, alors même qu'elle avait des forces prédisposées dans la région, si elle n'avait rien fait ? Qu'aurait-on dit des Nations Unies ? Je veux là aussi saluer le Conseil de sécurité qui a permis de donner droit à cet engagement. Qu'aurait-on dit si les pays africains n'avaient pas là encore montré une solidarité ? On aurait compté les morts, non pas par dizaines, non pas par centaines, mais par milliers, parce que s'était introduite la terrible menace, le terrible poison insidieux de l'affrontement inter-religieux.

Depuis un peu plus d'un mois que nous sommes en Centrafrique 1600 soldats français et 4000 soldats africains il y a eu, non pas l'arrêt de tous les conflits, de tous les combats, mais une forme d'apaisement. Il y a aussi et je veux le saluer, grâce à l'opération SANGARIS, un accès de l'aide humanitaire. Il y a également dans tout le pays une amélioration encore trop fragile de la situation sécuritaire. Il y a encore des morts en Centrafrique. Parmi ces morts, il y a eu deux soldats français.

Le 20 janvier, les ministres des Affaires étrangères européens et je veux saluer tous nos partenaires vont engager une opération. Il ne m'appartient pas ici de la décrire, mais je sais qu'elle viendra en soutien, aussi bien pour l'aspect sécuritaire que pour l'aspect humanitaire. L'ONU et je veux encore saluer son rôle va apporter une aide et prépare une opération de maintien de la paix indispensable, à terme, pour assurer la stabilité, la sécurité et demain oui demain ! l'organisation d'élections libres et transparentes en Centrafrique. Les Centrafricains sont également en train de prendre leur destin en mains, puisque de nouvelles autorités de transition vont bientôt être choisies. Cela sera un pas important vers la réconciliation, mais surtout vers l'organisation des élections.

Mesdames, Messieurs les ambassadeurs,

Si la France est solidaire de l'Afrique, et le sera toujours, elle n'en est pas le gendarme et elle n'entend pas le redevenir.

Ce fut l'objet du sommet de l'Elysée, qui s'est tenu dans cette salle même c'était le 6 décembre. Chacun s'en souviendra, puisque c'était hélas le jour où Nelson MANDELA est mort. Un hommage lui a été rendu, ici-même, par l'ensemble des pays africains, avant les cérémonies qui se sont produites dans son propre pays, l'Afrique du Sud.

Ce qui m'a frappé ce jour-là, au-delà de l'émotion qui nous étreignait, c'était cette volonté partagée des Africains, quelles que soient les langues qu'ils puissent parler et donc, pas seulement le français, quelle que soit leur histoire, quelle que soit leur taille, d'assurer par eux-mêmes leur sécurité.

Nous avons donc décidé, dans ce Sommet, que nous appuierions une force d'action rapide africaine et qu'il y avait là une responsabilité qui n'était pas française nous prendrons notre part mais une responsabilité européenne sûrement, mondiale pour qu'il puisse y avoir ce soutien à cette force d'action rapide et qu'elle puisse intervenir avant qu'il ne soit trop tard.

L'Afrique, nous en parlons souvent pour les drames que ce grand continent peut, hélas, subir et vivre. Mais l'Afrique est un continent promis à un grand dynamisme. Un continent où la croissance est particulièrement vigoureuse, un continent où les investissements sont nombreux, un continent qui se développe. Et la France veut aussi y prendre sa part et faire en sorte que nous puissions, européens et africains et tous ceux qui voudront également être partie prenante de ce développement, travailler ensemble, ce qui suppose la sécurité.

Au-delà de l'Afrique, la France entend également prendre sa part dans la résolution des crises. D'abord au Proche Orient. Nous encourageons la reprise du dialogue entre Israéliens et Palestiniens. C'était le sens de ma visite, en novembre dernier, aussi bien en Israël que dans les territoires palestiniens. La paix est toujours exigeante et notamment dans cette région-là. Chacun sait qu'elle demande et demandera des concessions, que cela ne peut pas être sur la position de l'un ou de l'autre. Mais là, il y a une opportunité, il y a une chance à saisir.

J'ai confiance dans ceux qui aujourd'hui sont engagés dans cette négociation. Nous en connaissons les paramètres eux-aussi c'est-à-dire deux Etats : l'Etat d'Israël, l'Etat de Palestine, ayant tous les deux Jérusalem pour capitale et pouvant coexister en pleine sécurité.

Que peut faire la France ? Encourager, appuyer, parler aux uns et aux autres. Nous avons cette possibilité. Mais la France est également prête à organiser, au moment le plus opportun, une conférence des donateurs pour la Palestine.

Dans cette région, notre préoccupation la plus grande est bien sûr la Syrie. Je ne me résigne pas à ce que le choix qui pourrait être présenté au monde, soit la perpétuation d'un régime dictatorial, celui de Bachar EL ASSAD, ou l'extrémisme des islamistes. Je pense qu'il y a, en Syrie, une majorité de la population de toutes confessions, de toutes les communautés, qui ne souhaite qu'une chose : la réconciliation et la démocratie. C'est la raison pour laquelle la France appuie de toutes ses forces des négociations en cours pour préparer la Conférence de Genève II. Mais elle doit avoir un objectif clair, c'est de permettre la transition politique. Et tous les Etats qui partagent ce but, la transition politique, seront les bienvenus. Mais en même temps, l'opposition démocratique, l'opposition qui veut prendre sa place dans la transition, ne viendra que si c'est cet ordre du jour qui est retenu et aucun autre. Je sais que la Russie, qui est un acteur majeur, est consciente de cet enjeu.

Le conflit syrien a de nombreuses conséquences sur la région : la Jordanie qui voit des dizaines de milliers de réfugiés venir compliquer encore sa tâche et le Liban où un tiers de la population au moins est maintenant d'origine syrienne. Nous devons aider ces pays. J'ai une pensée encore plus grande pour le Liban, dont on a à l'esprit qu'il a traversé, ce n'était pas si loin, une guerre civile terrible. Dès lors, nous devons tout faire pour préserver l'unité, l'intégrité du Liban où coexistent des communautés de confessions religieuses différentes, dans un système démocratique qui doit être absolument garanti.

Je sais aussi que les pays du Golfe font l'effort nécessaire pour faciliter ces règlements. Mais il n'y a pas que des conflits qui se perpétuent. Il y en a d'autres qui trouvent une perspective de règlement. Je pense à ce qui se passe en Tunisie, puisqu'il y a trois ans, le Printemps Arabe naissait là-bas. Aujourd'hui, une nouvelle constitution est en passe d'être adoptée et de nouvelles élections démocratiques auront lieu cette année. Ce qui prouve que ce processus peut réussir, qu'il peut être heurté, qu'il peut parfois même être interrompu, c'est arrivé mais qu'il peut aussi trouver son aboutissement.

Cet exemple peut inspirer d'autres pays, je pense à l'Egypte où se sont produits des événements violents, mais où les objectifs doivent être les mêmes : la recherche d'une voie démocratique où les droits de chacun puissent être respectés. Il y a des autorités de transition. Elles doivent en faire la démonstration et les consultations populaires qui vont bientôt se tenir en seront, je l'espère, l'occasion.

L'Iran. Notre inquiétude était grande. Elle le demeure mais il y a eu un accord intérimaire qui a été trouvé après dix ans de blocage. La France et Laurent FABIUS tout particulièrement a posé, lors de toutes ces discussions, des exigences. Elles sont devenues celles de toute la communauté internationale. Il n'est pas question de laisser l'Iran se doter de l'arme nucléaire. Mais d'ici là, constatons le progrès qui a été obtenu : le processus d'enrichissement a été bloqué.

J'adresse un message de responsabilité aux dirigeants iraniens pour qu'ils puissent mettre en œuvre pleinement, dans la lettre et dans l'esprit, l'accord intérimaire qui puisse ouvrir ensuite la voie d'un règlement final sur cette question. La France, en tout cas, maintiendra à la fois sa disponibilité, son engagement mais aussi sa vigilance.

Le second principe de notre politique étrangère, c'est de contribuer à la construction d'un nouvel

ordre international.

Sur le plan commercial, la crise qui a touché les pays développés mais qui a des conséquences sur l'ensemble de la planète avait empêché tout progrès dans les négociations commerciales. Ma conviction, c'est que la reprise de l'économie mondiale qui est aujourd'hui évidente sera d'autant plus forte que les échanges seront facilités.

La preuve, après cinq années d'échecs successifs, l'OMC a conclu un accord à Bali. Il a été approuvé par 160 membres de l'organisation. C'est une victoire parce que ce qui nous menaçait, c'était le protectionnisme. Cet accord bénéficiera à tous les pays : les pays développés, les pays aussi émergents et les pays les plus pauvres.

De la même manière, il y a eu un accord de partenariat économique qui a été signé entre l'Europe et le Canada après des années de tractations. D'autres s'annoncent entre l'Europe, le Japon, l'Europe et les Etats-Unis. La France n'y fait pas obstacle, mais elle a toujours revendiqué dans les mandats qui ont été fixés par la Commission européenne que les principes de la politique agricole et l'exception culturelle puissent figurer, en tant que tels, pour être préservés. Jusqu'au bout, nous serons extrêmement attentifs là-dessus.

L'ouverture des marchés, la levée des obstacles non tarifaires, le développement du commerce, tout cela peut, je l'ai dit, stimuler l'économie mondiale. Mais il faut aussi qu'il y ait des règles, notamment en matière monétaire car que signifieraient les efforts de compétitivité il faut en engager si dans le même temps, les mouvements des monnaies ruinent tous ces sacrifices, tous ces investissements ? Il nous faut donc revenir, et revenir sans cesse, sur la réforme du système monétaire international et avoir des mouvements de parité qui correspondent aux économies réelles.

De la même manière, nous devons avoir un système international qui lutte contre le dumping social ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des pays, à des niveaux de développement différents, qui doivent forcément être dans la compétition. Mais nous ne pouvons pas accepter qu'il y ait du dumping fiscal, y compris entre des pays très développés. Là, nous pouvons saluer les progrès qui ont été accomplis au G20 de St-Petersbourg : l'échange automatique d'informations, la levée du secret bancaire, la lutte contre l'optimisation fiscale, cela y est ! Ce sont des principes qui sont posés, des engagements qui sont pris et c'est un combat qui va se poursuivre.

Un nouvel ordre international, la France y travaille, c'est aussi un monde plus juste. La France est le 4ème pays donateur en matière d'aide au développement. Nous allons installer un Conseil national du développement et de la solidarité internationale pour fixer nos orientations et, en pleine transparence, la feuille de route de l'Agence française de développement, que beaucoup ici connaissent. Elle a été revue pour mieux concilier la lutte contre l'extrême pauvreté mais aussi l'impératif du respect de l'environnement.

La France a pris une responsabilité pour l'année 2014 qui trouvera son aboutissement en 2015. C'est l'organisation de la Conférence sur le climat. Comme je le dis souvent, nous étions volontaires pour l'accueillir et nous n'avons pas eu beaucoup de concurrents parce qu'il y avait le souvenir de Copenhague. L'échec était retentissant, pas pour les organisateurs mais pour la communauté internationale.

Les conditions paraissent pour 2015 difficiles. Mais, M. le Nonce vous le rappeliez, c'est un enjeu. La préservation de la planète devrait nous rassembler tous parce que, quelles que soient nos sensibilités, quelles que soient nos croyances, nous sommes les héritiers d'un monde et nous devons faire en sorte que nos enfants puissent pouvoir vivre dans un environnement respecté. Nous devons donc nous mettre au travail. Nous l'avons fait. Je vais vous dire mes éléments de confiance. D'abord, la détermination du Président OBAMA. Ce fut d'ailleurs, dans son discours lorsqu'il fut réélu, des mots forts qu'il a prononcés sur cette question. J'aurai l'occasion de m'en entretenir avec lui, en février, lors de ma visite d'Etat.

J'ai également confiance dans l'attitude des grands pays comme la Chine. Je recevrai le Président Xi JIPING très bientôt dans le cadre du 50ème anniversaire de l'établissement de nos relations diplomatiques. Je sais qu'en Chine, qu'en Inde, je sais que dans tous ces grands pays émergents, il y a cette prise de conscience. Les Africains qui peuvent être d'ailleurs les premiers

emergents, il y a cette prise de conscience. Les Africains qui peuvent être d'ailleurs les premières victimes du réchauffement climatique, sont également mobilisés.

Restent les Européens. C'est le plus facile, entre Européens, on se met toujours d'accord mais cela peut prendre du temps ! Nous avons donc pris nos précautions. Nous allons commencer, dès le Conseil européen du mois de mars, pour prendre une position unie et ferme. Quant au Secrétaire général de l'ONU, il s'est personnellement impliqué et il organisera un Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement en septembre à New York.

Si je veux ajouter toutes les conditions qui nous rendent confiants, nous travaillons aussi en étroite collaboration avec l'Amérique latine, notamment le Pérou, puisque se tiendra en décembre 2014 la prochaine Conférence sur le climat, avant la nôtre.

Voilà, le calendrier est connu, la feuille de route à peu près, les bonnes volontés sont multiples. Il nous faut réussir !

Sur les grandes questions globales, certains pays ont plus de responsabilités que d'autres. Je l'ai dit. Par la taille de leur géographie, par la force de leur économie, par l'ampleur de la population. Ces pays, nous les connaissons, ce sont nos grands partenaires. La Chine, où je me suis rendu. Et j'ai dit que j'allais recevoir le Président dans le cadre du 50ème anniversaire. Nous travaillerons, pas simplement sur cette question du climat, sur la question de l'ordre international mondial. La Russie, qui préside le G8 cette année, mais aussi le Japon, l'Inde, le Brésil. Autant de pays qui, au-delà des consultations électorales qui peuvent avoir lieu en 2014, resteront nos partenaires.

J'ai la conviction, parce que nous sommes la France, qu'aucun de ces pays, aucun pays d'ailleurs de la planète, ne renonce à ses intérêts. Nous pouvons tous, si nous en décidons, peser sur le destin du monde. Mais l'Europe a une responsabilité particulière. Non pas parce que ce serait des vieilles nations Je ne reviendrai pas sur ce débat, il n'y a pas qu'en Europe qu'il y a des vieilles nations ! Ce qui compte, c'est d'être toujours dans une perspective d'avenir, dans un destin assumé, dans une confiance en soi-même. Cela, c'est la responsabilité de l'Europe.

L'Europe Quand je m'exprimais devant vous l'année dernière, je regardais vos visages. Parfois, j'y trouvais de la compassion. Ah, cette Europe, cette pauvre Europe ! Qu'allait devenir la zone euro, est-ce qu'elle n'allait pas éclater ? Et cette récession qui nous minait et ces spéculations qui pouvaient faire chavirer des pays Que s'est-il passé depuis plus d'un an et je ne veux, ici, m'attribuer aucun mérite parce que c'est un travail collectif. La France, l'Allemagne, les grands pays ont été solidaires à l'égard de ceux qui pouvaient être le plus en difficulté, à qui il a été beaucoup demandé en termes de sacrifices, d'austérité.

Quel est le résultat ? Aujourd'hui, la zone euro est stabilisée. Le niveau de l'euro est particulièrement haut. Je ne ferai pas de commentaires. Nous avons des mécanismes de solidarité qui ont été mis en place : une taxe sur les transactions financières a été introduite pour les pays volontaires et, surtout, nous avons trouvé un accord sur l'Union bancaire, qui est le projet le plus ambitieux depuis la monnaie unique. Désormais, une banque qui serait défaillante, nous l'aurions d'abord surveillée puisqu'un mécanisme est prévu à cette fin et si, malgré ces contrôles, elle connaissait un sort défavorable, ce ne serait pas le contribuable européen qui serait appelé mais le système financier lui-même. Nous avons donc protégé les épargnants et les contribuables. Là-aussi, avec l'Allemagne, nous avons trouvé le compromis indispensable parce que c'est toujours ainsi que l'Europe est capable d'avancer.

Nous avons eu d'autres satisfactions de voir un budget européen adopté. Ce n'est jamais simple où que ce soit et encore davantage en Europe, à 28, avec des pays qui veulent payer moins et recevoir plus. Cela est très compliqué ! Pourtant, c'est l'alchimie européenne. Nous avons fait en sorte que l'emploi des jeunes soit regardé comme la priorité décisive. Mais il nous faut aussi dire à l'Europe qu'elle ne peut pas être simplement un marché, une monnaie, des instruments, des mécanismes Elle doit porter une ambition. Laquelle ?

D'abord sur la défense. Nous avons commencé à y travailler avec cette volonté commune de développer de nouvelles capacités, de faire davantage coopérer notre industrie de défense, d'intégrer des pays comme la Pologne qui veut prendre toute sa part dans cette entreprise.

Deuxième ambition, l'énergie. J'évoquais le climat mais j'aurais pu aussi dire que nous avons, sur

la compétitivité, à faire beaucoup sur l'énergie : mener une politique, à la fois, de diversification des ressources, de mise en commun des réseaux et engager une véritable communauté européenne de l'énergie.

L'économie numérique. Nous devons aussi maîtriser les technologies, protéger nos données personnelles, valoriser le stock de toutes ces informations. Cela, c'est une belle ambition pour l'Europe.

Reste aussi un certain nombre d'enjeux. On les connaît et notamment la protection de nos frontières, le contrôle de l'immigration car nous ne voulons plus revivre, hélas, ce qui s'est passé encore récemment à Lampedusa. Que faut-il faire ? Une politique globale avec la prévention dans les pays d'origine, avec de la protection pour les frontières et de la solidarité.

Je souhaite enfin que l'Europe n'ait pas nécessairement à élargir toujours davantage ses frontières mais à parler avec des grands pays, notamment avec la Russie dans le cadre d'une relation stratégique.

Je veux terminer sur le dernier principe qui, pardonnez-moi, est un principe auquel la France est très attaché : celui de notre propre rayonnement qui ne se fait pas au détriment des autres. Nous n'avons jamais conçu notre influence sur la question culturelle, linguistique et même économique pour s'en prendre à d'autres, mais au contraire pour développer un modèle universel.

Si nous défendons, par exemple, l'exception culturelle cela peut parfois irriter si j'ai bien compris c'est parce que nous pensons que l'exception culturelle préserve les œuvres, de la création à la diffusion, venant de tous les horizons, pas simplement pour nous-mêmes.

De la même manière, lorsque nous défendons des valeurs universelles la démocratie, les droits de l'Homme ce n'est pas parce que nous voulons imposer un système. C'est parce que nous pensons que ce sont des principes qui valent pour le monde entier.

Lorsque nous voulons faire rayonner la culture française, c'est toujours avec le souci d'accueillir toutes les cultures du monde, ici en France. Lorsque nous défendons la francophonie, avec d'autres car la langue française n'appartient pas à la France, c'est parce que nous pensons que cette diversité fait la richesse. Je veux saluer d'ailleurs les alliances françaises comme le réseau de nos établissements français à l'étranger. La francophonie, c'est 250 millions de locuteurs. Mais à terme, c'est-à-dire dans vingt ans, dans trente ans, il y en aura près de 700 millions. C'est un enjeu considérable, à la fois pour la culture mais aussi pour l'économie et pour la politique. Ce que je veux, c'est une France attractive parce que pour rayonner, il faut attirer. Nous faisons donc en sorte que nous puissions accueillir, c'est le cas aujourd'hui, 50 000 chercheurs, 300 000 étudiants étrangers. Nous devons faire davantage, ce qui suppose des systèmes de bourses plus avantageux et aussi des visas qui doivent être facilités. Le ministre des Affaires étrangères ainsi que tous ceux qui travaillent à ses côtés y contribuent.

Puis, il y a notre potentiel touristique. La France est la première destination au monde. Mais nous ne sommes pas le premier solde touristique du monde. Nous voulons alors mettre à peu près en harmonie le nombre de visiteurs et la somme des devises qui peuvent être dépensées sur notre sol. Nous ne forçons personne, ni à venir, ni à dépenser. Ce que nous voulons, c'est accueillir de la meilleure des manières parce que nous sommes conscients que beaucoup de ceux qui accèdent à des niveaux de consommation et qui veulent voyager regardent la France. Nous devons faire en sorte que leurs regards soient le plus près de nous.

Il y a la compétitivité. Je suis conscient d'une chose : il n'y a pas de pays influent au monde, quel que soit son statut, quelle que soit sa position géographique, quelle que soit la force de son histoire, si ce pays ne pèse pas sur le plan économique.

Tout ce que je dois faire à la tête de l'Etat, c'est de faire en sorte que la France soit une puissance économique, une force qui puisse se mettre en mouvement, comme je l'ai dit pour l'Europe et pour elle-même. C'est l'objectif du pacte de responsabilité que j'ai présenté à l'ensemble des acteurs économiques et sociaux pour qu'il puisse y avoir cette alliance, ce rassemblement pour l'avenir de notre pays.

Il y a également ce que nous pouvons faire sur la diplomatie économique, sur le commerce extérieur, pour mobiliser tous les outils, pour soutenir nos entreprises à l'exportation. Puisque

vous êtes là, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, je le dis dans chacun de mes déplacements : les investissements étrangers sont les bienvenus en France. Si vous connaissez des entreprises qui hésitent entre plusieurs pays, c'est bien normal, je vous fais confiance pour leur dire que c'est en France qu'il faut venir. Si je puis dire, vous êtes nos ambassadeurs ! Pourquoi en France ? Pas simplement parce que l'on y vit bien. Cela ne suffit pas pour placer ses capitaux et créer de l'emploi. Mais parce que nous avons un bon niveau d'infrastructures, parce que nous avons un bon savoir-faire, de l'excellence industrielle, des pôles de recherche et parce que nous devons ce que j'ai dit devant les Français vaut pour le monde entier être plus compétitifs. Le site France doit être absolument promu, je le ferai mais tous les concours seront les bienvenus.

Voilà, Mesdames, Messieurs les ambassadeurs, ce que j'étais venu vous dire pour ces vœux de nouvelle année.

L'année 2014, qu'avons-nous à faire ? Toujours veiller à la paix, travailler inlassablement pour favoriser le retour de la croissance partout dans le monde, réguler la mondialisation, protéger l'environnement. Telle est notre feuille de route. La France portera ces ambitions. Elle en a la légitimité et la capacité parce que la France a cette vocation. Il y a des pays qui ont un rôle dans le monde.

La France, sa mission, c'est d'être un pont entre les civilisations, entre les sociétés, entre les cultures, de parler à tous. La France est un facteur d'équilibre du monde. La France est une grande nation européenne qui travaille pour elle et pour l'Europe. La France est capable de parler à tous les peuples du monde avec le même respect et au nom des valeurs universelles.

Enfin, la France, et vous le savez, est une nation indépendante et souveraine, tout en étant fidèle à ses alliances. C'est cette disponibilité de la France pour le monde qui est finalement mon vœu le plus cher pour cette nouvelle année. Je vous le présente pour vous-mêmes, Mesdames, Messieurs les ambassadeurs, pour vos dirigeants et pour vos peuples respectifs.

Merci.